



« Soutenons la force créatrice de la Montérégie »

Plateforme électorale de Culture Montérégie pour les élections du Québec du
3 octobre 2022

Culture Montérégie regroupe et mobilise, dans un esprit de concertation, toute personne, physique ou morale, établie en Montérégie et exerçant une activité professionnelle dans les domaines de la culture et des communications. L'organisme les représente et leur offre des services. Il fait la promotion de la culture et des communications et participe au développement culturel de toute la région. Nous travaillons à faire rayonner plus de 5000 artistes et 1000 organismes culturels dans 177 municipalités de la région. C'est à ce titre que nous proposons la présente plateforme de recommandations aux élus qui formeront le prochain gouvernement.

1. Maintenir le même niveau de financement des arts et de la culture que durant la pandémie

Bien que nous nous soyons déconfinés au courant de l'année, le milieu des arts et de la culture ne s'est pas entièrement remis de la pandémie. L'impact de la crise sur le milieu a été si fort qu'il faudra encore un bon moment pour que l'écosystème culturel québécois revienne à ce qu'il était. D'ailleurs, les impacts de la pandémie n'ont pas fini de se faire sentir.

Nous demandons au prochain gouvernement de conserver le même niveau d'investissements en culture que celui observé durant la pandémie. Nous parlons d'investissements financiers et pas nécessairement du maintien du nombre de programmes. Le milieu en a grandement besoin pour se relever dans les années qui viennent. Nous faisons également la demande au prochain gouvernement de

maintenir le nombre d'achats publicitaires dans les médias locaux. Cette initiative, durant la pandémie, a grandement soutenu nos organes de presse et doit être prolongée.

- Maintenir le même niveau de financement que celui qui a eu cours durant la pandémie ainsi que les achats publicitaires dans les médias locaux.

2. Corriger l'iniquité du financement des arts et de la culture en Montérégie

En janvier 2021, Culture Montérégie rendait publique l'étude *L'importance économique du secteur culturel en Montérégie*, réalisée par KPMG. Cette étude mettait à nouveau en évidence la disparité du financement des arts et de la culture en Montérégie. De toutes les régions administratives du Québec, la Montérégie est au 17^e et dernier rang en matière d'investissements en culture par l'administration publique québécoise par habitant. Cet investissement n'est que de 24 \$ par habitant, soit 88 % de moins que la moyenne nationale qui est à 203 \$. En comparaison, Québec reçoit 629 \$ par habitant et Montréal, 458 \$.

Pour une région aussi importante (1 460 933 habitants en 2021) et qui est en constante croissance démographique et économique, les investissements en culture devraient être plus conséquents pour développer et soutenir une offre culturelle proportionnelle à sa population et bénéficier pleinement du potentiel de tout un secteur d'activité. Comment peut-on expliquer que la 2^e région la plus peuplée du Québec soit aussi peu soutenue ? La Montérégie ne peut plus être considérée simplement comme une région limitrophe de Montréal, cela va à l'encontre du développement durable et n'est certainement pas en accord avec son évolution démographique.

En 2019, toujours selon la même étude de KPMG, les activités du secteur culturel de la Montérégie ont généré à elles seules 427 millions de dollars en retombées économiques, dont 392 millions en retombées directes dans la région. Ces chiffres

démontrent bien que le secteur des arts et de la culture constitue un levier de développement économique important pour la région. Imaginons un instant les retombées du secteur si la Montérégie bénéficiait d'un financement adéquat et proportionnel à sa taille et sa population. Au-delà du maintien du niveau de financement des arts et de la culture proposé plus haut, Culture Montérégie demande au prochain gouvernement d'intervenir face à cette iniquité :

- Le financement du gouvernement du Québec accordé aux arts et à la culture en Montérégie doit augmenter considérablement pour inverser la situation qui voit 71 % de ses artistes et travailleurs culturels sortir de la Montérégie pour exercer leur travail ;
- Le prochain gouvernement doit faire pression sur les élus fédéraux pour corriger l'iniquité du financement gouvernemental fédéral en culture ; la Montérégie ne reçoit que 3,5 % des investissements des trois principaux bailleurs de fonds fédéraux en culture et c'est sans compter qu'il n'y a pas d'antenne de la télévision d'État pour desservir près de 20 % de la population québécoise ;
- L'accessibilité à des ateliers de travail pour les artistes, à des coûts qui correspondent à leur revenu, doit être rendue possible par le gouvernement, parce qu'avant de promouvoir les arts et la culture, il faut d'abord donner les moyens physiques et matériels aux artistes de créer.

3. Inviter les arts et la culture aux discussions des projets de société

Qu'il soit question d'éducation, de transport, d'aménagement du territoire, d'économie, d'environnement ou d'intégration, le secteur des arts et la culture doit être invité et représenté aux tables de discussion. Les arts et la culture constituent un pilier de développement important et doivent être reconnus comme tels.

- Faire preuve d'une volonté politique claire d'inclure les arts et la culture en invitant des représentants du secteur culturel aux différentes tables de développement régional.

4. Soutenir les ressources humaines en culture

Culture Montérégie soutient la proposition de la Coalition La Culture le cœur du Québec pour un plan d'action gouvernemental d'urgence en faveur des ressources humaines en culture. Si la volatilité de la main-d'œuvre frappe présentement tous les secteurs économiques, celle-ci touche plus durement le milieu des arts et de la culture déjà nettement en arrière en matière de conditions socioéconomiques, et ce particulièrement en contexte d'inflation. Beaucoup de travailleurs culturels et d'artistes n'ont eu d'autres choix que de quitter le secteur culturel et de se réorienter durant la pandémie. Si de surcroît les conditions salariales qu'on y retrouve ne peuvent suivre la tendance haussière actuelle, c'est toute une expertise et le talent de centaines d'artistes qui font notre fierté qui seront perdus.

- Mettre en place rapidement un plan d'action gouvernemental pour les ressources humaines en culture. m

5. Connecter la Montérégie à Internet haute vitesse

Nous demandons au prochain gouvernement de respecter la promesse d'assurer un réseau Internet haute vitesse fiable et disponible en Montérégie. De nombreux foyers montérégiens en sont encore privés. La crise liée à la pandémie de COVID-19 nous aura démontré la nécessité d'une connexion Internet haute vitesse fiable. Pour le milieu culturel, elle permet notamment l'accès aux outils de création et de production ainsi que la découverte et la diffusion de produits culturels en ligne. Pour les citoyens, elle est garante de la diversité de l'offre à laquelle ils peuvent accéder.

- Poursuivre, voire accélérer l'installation d'un réseau Internet haute vitesse fiable sur l'ensemble du territoire de la Montérégie.

6. S'assurer que la gestion des Espaces bleus se fasse en étroite collaboration avec les musées locaux

Les institutions muséales québécoises ont exprimé certaines craintes par rapport au projet des Espaces bleus. Ces craintes sont également partagées par Culture Montérégie. La gestion des Espaces bleus doit se faire en étroite collaboration avec les musées locaux et répondre à un besoin de la région. Nous demandons que les institutions muséales locales soient en relation directe avec le futur Espace bleu de la Montérégie (partage des collections, des ressources financières et promotionnelles).

La grande expertise des travailleuses et travailleurs des musées régionaux doit être mise à profit et le projet des Espaces bleus ne doit pas s'immiscer dans le réseau des musées locaux de façon disruptive, surtout en contexte de relance alors que les musées se relèvent à peine de la crise avec souvent de très petites équipes en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

7. Appuyer et soutenir la création d'un bureau de coordination culture-éducation en Montérégie

Nous demandons au prochain gouvernement d'appuyer et de soutenir la création d'un bureau de coordination culture-éducation en Montérégie. Culture Montérégie a déjà entamé des démarches pour mettre sur pied un tel bureau.

Nous voyons le Bureau culture-éducation comme un outil d'intégration de la culture dans le parcours scolaire avec comme mandat de faciliter les liens et d'inspirer une saine collaboration entre les milieux scolaires et culturels. En plus d'offrir un service d'accompagnement et des services-conseils, le Bureau culture-éducation vise à simplifier le travail des enseignants.es et à outiller les artistes et les organismes culturels pour un meilleur arrimage avec le programme de formation de l'école québécoise. Le bureau contribuerait à promouvoir l'offre culturelle régionale augmentant ainsi les retombées pour les artistes et les organismes de la région et

pourrait participer à trouver des solutions à certains enjeux, dont le transport pour les sorties culturelles scolaires.

8. Créer une table intersectorielle sur les enjeux de la langue française

L'évolution démographique de la Montérégie s'est grandement accélérée au cours des dernières années et la situation de la langue et l'accessibilité à la culture deviennent un enjeu qu'il faut documenter afin de mieux promouvoir et valoriser la langue par la culture. La création d'une table interministérielle et intersectorielle assurerait une force de mobilisation régionale pour la mise en place d'actions dans ce sens.

9. Étendre l'accès aux mesures fiscales pour l'achat de produits culturels et artistiques aux particuliers qui n'exploitent pas une entreprise

Différentes mesures fiscales pour l'achat et la consommation de produits culturels (par exemple, la déduction de ses revenus du coût d'un abonnement à des événements culturels) existent pour les particuliers et les sociétés qui exploitent une entreprise. Nous proposons de permettre l'accès à certaines de ces mesures fiscales (ou à de nouvelles mesures) pour l'achat de produits culturels aux particuliers qui n'exploitent pas une entreprise. Cela encouragerait la consommation de produits culturels, ce qui aurait pour effet de générer des revenus autonomes supplémentaires pour les artistes.